

L'investissement public : malgré les difficultés, une priorité

Déclaration du groupe des entreprises

L'investissement, qu'il soit privé ou public, joue un rôle décisif dans le développement de nos sociétés. L'avis rapporté par notre collègue a l'immense mérite de rappeler que, même en temps de crise, il faut que nous soyons capables de nous projeter vers l'avant, d'anticiper l'avenir. L'investissement est une dimension-clé de cette préparation de l'avenir.

Le mérite de ce travail est d'autant plus grand qu'il n'a jamais esquivé les difficultés auxquelles se heurtent aujourd'hui les politiques d'investissement. L'ampleur de la dette a été tout particulièrement prise en considération. Le diagnostic est rigoureux, et les solutions proposées proportionnées aux moyens dont dispose notre pays à l'heure actuelle.

Bien entendu, la logique de compromis inhérente au CESE nous fait regretter qu'aient été introduits, ça et là dans l'avis, des éléments qui ne nous semblent pas aller dans la bonne direction. Les partenariats publics/privés sont ainsi vus avec une méfiance trop grande. Le rôle des banques est souvent caricaturé. Nous ne disons point cela par corporatisme mais dans l'intérêt même du développement économique de notre pays. L'urgence est trop grande aujourd'hui pour ressusciter de vieilles querelles idéologiques entre les secteurs public et privé.

Pour le reste, cet avis avance des éléments importants. Il discute d'abord utilement des frontières de la notion d'investissement public, en proposant d'y intégrer les dépenses de recherche et développement ou de formation. Il permet également de distinguer clairement les défis et les enjeux de l'investissement selon que l'on s'intéresse aux collectivités territoriales ou à l'État central.

Enfin, ses préconisations vont dans la bonne direction : la rationalisation des pouvoirs territoriaux et de la répartition de leurs compétences constitue un chantier prioritaire, sur lequel il faut que les pouvoirs publics se montrent moins frileux ; l'amélioration de la programmation annuelle de l'État doit ensuite permettre une meilleure allocation des ressources publiques et éviter les investissements inutiles ; enfin, l'amélioration proposée des dispositifs de financement constitue également des éléments-clés pour le développement économique de notre pays et de ses territoires.

Le groupe des entreprises a voté l'avis.